

## PARTENARIAT GERMANO- TOGOLAIS ,DR MULLER À LOMÉ

### Agenda chargé pour le ministre Allemand de la coopération économique et du développement P.4

Le ministre allemand de la Coopération économique et du développement, Dr Gerd Müller est arrivé dimanche 13 juin 2021 à Lomé dans le cadre d'une visite officielle qu'il effectue au Togo et qui prend fin ce jour. À son arrivée dans la capitale togolaise, Dr Müller s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, Prof. Robert Dussey, avant de se rendre à l'Institut National d'Hygiène du Togo...



### FIN ANNONCÉE DE L'OPÉRATION BARKHANE AU MALI Irritation et exaspération en Afrique de l'Ouest ? P.3



### L'AIPD SE POSE EN REMPART POUR LA PAIX, LA COHÉSION SOCIALE ET INTERRELIGIEUSE

### Des oints de Dieu comme ambassadeurs pour la paix P.6



### RETOUR ANNONCÉ DE LAURENT GBAGBO EN CÔTE D'IVOIRE P.7

### Des surprises en vue

Il y a dix ans, le président ivoirien était arrêté dans le bunker de la résidence présidentielle ivoirienne après une grave crise post-électorale. Transféré à la CPI, jugé puis acquitté en mars dernier, il devrait fouler à nouveau le sol de son pays, pour le plus grand bonheur de ses partisans.



CULTURE/PROMOTION DE LA RUMBA AU TOGO

## La maison « 5 Étoiles production » fait de l'Artiste Dje Joujou un partenaire sur

Le monde artistique togolais est connu par sa diversité dans les genres artistiques que sur les artistes qui l'incarnent. La Rumba un genre artistique a depuis un moment le vent en poupe en Afrique. C'est justement pour l'intégrer dans les genres les plus prisés au Togo que la maison « 5 Etoiles Production » se pose comme rempart pour sa promotion. L'artiste de la chanson togolaise, Dje Joujou sera le porte étendard de ce jour grâce à ce soutien de taille de la maison 5 Etoiles Production.

Un contrat de partenariat est acté le samedi 12 juin der-



nier à Lomé entre l'artiste et la Directrice de la maison « 5 Etoiles production », Mme Lina Mlapa.

À travers ce contrat d'une durée de deux ans, cette maison de production s'engage à prendre en charge tous les

besoins professionnels de l'artiste, dans le but de l'amener à faire de la rumba un genre imposant dans la sphère musicale au Togo.

Dans sa prise de parole à l'issue de ce contrat, Mme Lina Mlapa n'a pas tarit d'éloge pour magnifier les prouesses de l'artiste « J'ai décidé de produire Dje Joujou parce qu'il a une voix incroyable. Je veux montrer son talent à tout le monde entier qu'il y a quelque chose qui existe encore en ce qui concerne la bonne musique qui est la rumba. Dje Joujou chante et conseille à travers ses chansons. C'est un artiste qui est bon à écouter, il

chante ce qui est bon pour nos enfants, notre jeunesse et pour les adultes. Je veux vraiment l'aider à aller plus loin ».

Au terme du contrat, l'artiste devra sortir un album et des clips vidéo ajoutés à ses œuvres déjà sur le marché.

« C'est une joie pour moi de signer ce contrat avec la maison « 5 Etoiles production ». Parce qu'on a beaucoup de choses à démontrer au monde entier. Nous avons accepté de travailler ensemble, parce que nous avons des choses en commun. La maison aime la rumba et moi aussi, je fais de la rumba », a pour sa part l'artiste.

Il faut souligner que durant les deux ans que va durer ce partenariat, l'artiste sera également accompagné par la structure de management dénommée Mayrule Corporation.

## Soutenance de thèse unique/Adolphe Pakaa propose une télévision de promotion, sauvegarde et de médiatisation de la culture togolaise

Adolphe M. Pakaa propose une télévision de Promotion, sauvegarde et de médiatisation de la culture togolaise dans sa thèse de doctorat Unique

La promotion de toute culture, en vue du développement socioculturel passe nécessairement par l'action consciente des peuples et de leurs dirigeants. Dans le cas togolais, un projet de télévision dédiée à la sauvegarde et à la médiatisation de la culture togolaise pourrait renverser la tendance que connaît la faible visibilité de la culture togolaise.



C'est ce que pense M. Adolphe Mefeinyou Pakaa qui, pour relever ce défi de promouvoir les valeurs culturelles endogènes, a mené la recherche sur les " Médias audiovisuels et promotion de la culture au Togo : création d'une culture TV (CTV) à Atakpamé ". Cette recherche a fait l'objet de sa thèse soutenue samedi à l'IREC-RDEC à Lomé et qui lui a valu le grade de docteur dans la spécialité Art, Culture et Patrimoine, avec la mention très honorable à l'unanimité des membres du jury.

" Promotion de la culture to-

golaise à travers les médias audiovisuels : création d'une culture tv (CTV) à Atakpamé ". C'est le thème proposé par M. Adolphe Mefeinyou PAKAA pour la thèse de doctorat unique en Arts, Cultures et Développements, soutenu publiquement samedi devant un jury de quatre membres présidés par M. Hétchéli Kokou Folly Lolowou, professeur titulaire en sociologie politique à l'Université de Lomé. L'impétrant est parti du constat que les pays africains, et particulièrement le Togo, vivent de nos jours dans la domination culturelle imposée par la technologie, en l'occurrence la télévision. Partout sur le continent, la télévision d'Etat est plus préoccupée par la propagation des actions de l'Etat que de la promotion de la culture, de l'identité nationale. Les chaînes de télévision privées locales limitées par les moyens, s'en tiennent à la diffusion de programmes culturels essentiellement étrangers. Au même moment, les chaînes de télévision étrangères dominent la culture africaine par leurs bouquets aux contenus culturels exotiques. La population finit par n'apprécier que la culture étrangère au détriment de la culture nationale, de plus en plus méconnue. Or le développement de tout pays s'appuie toujours sur les valeurs culturelles nationales.

### Une menace à la culture togolaise

Dans ce document de 338 pages, l'auteur estime que la concurrence télévisuelle globale menace la culture togolaise. Et si aucune action spécifique n'est entreprise, en termes de promotion, sauvegarde



audiovisuelle et diffusion télévisuelle, le patrimoine culturel du Togo risque de disparaître avec le temps. Au regard de la faiblesse constatée dans les stratégies de promotion du patrimoine et les savoir-faire endogènes, le candidat se fixe comme objectif de mettre en place des stratégies de promotion des richesses culturelles togolaises au moyen de l'audiovisuel pour un développement socioculturel du pays. Ceci, à travers deux actions phares : déterminer les faiblesses des grilles des programmes de télévision inhérentes à la promotion de la culture togolaise et de proposer une stratégie résiliente d'une télévision dédiée à la culture togolaise pour sa promotion et sa valorisation.

" Une prise en compte des émissions culturelles par les médias audiovisuels constitue la solution à la promotion et à valorisation des richesses culturelles endogènes du Togo. Une télé culture avec une grille de programme entièrement dédiée à la culture togolaise peut contribuer efficacement à la dynamique culturelle au Togo. La production des émissions sur le patrimoine culturel togolais et leur diffusion contribuent à la sauvegarde et à la

valorisation de la culture togolaise ", estime le récipiendaire.

### Un sujet très pertinent et d'actualité

Le projet est dénommé " Culture TV (CTV) ", une chaîne de télévision spécialisée dans la sauvegarde et la diffusion de la culture, notamment la culture togolaise. Les programmes porteront sur l'éducation, l'évasion, la promotion et valorisation du patrimoine culturel, les langues locales, les savoir-faire locaux et les valeurs culturelles endogènes. L'objectif général est la " Création d'une télévision culturelle, la Culture TV (CTV) à Atakpamé " pour la sauvegarde et la diffusion télévisuelle de la culture togolaise.

Les deux supports de diffusion sont : une télévision thématique : CTV en haute définition (HD) et un site internet : Web TV. Le but est de produire, diffuser et mettre en banque d'images, au moins 24 documentaires, 48 grands reportages, 288 émissions culturelles sur le riche patrimoine et les atouts artistiques du pays et un grand nombre de reportages, de directs sur les fêtes traditionnelles, les festivals, concerts et autres activités culturelles selon l'actualité culturelle

du pays chaque année. Il s'agira aussi de commercialiser ces productions (documentaires, grands-reportages, films, etc.) via l'Agence d'image, de nouer de partenariats avec des promoteurs culturels et agences de communication audiovisuelles et d'atteindre au moins quatre millions de téléspectateurs et d'internautes nationaux, cent millions de téléspectateurs et d'internautes internationaux et la diaspora en cinq ans.

" Le candidat a une très bonne connaissance de la littérature relative à la télévision et à la culture. Il a su mobiliser à la fois les éléments de connaissance de l'histoire télévisuelle de l'Afrique et du Togo, les concepts de patrimoine culturel et de stratégie de développement culturel. Le projet est pertinent au regard du problème identifié. Le lien entre les activités retenues, les objectifs opérationnels et les résultats attendus est bien établi. Dans son Business Plan, le candidat démontre suffisamment ses capacités à élaborer un budget pertinent ", a déclaré le jury qui a élevé M. Pakaa au grade de docteur en Art, Culture et Patrimoine, avec une mention très honorable.

FIN ANNONCÉE DE L'OPÉRATION BARKHANE AU MALI

# Irritation et exaspération en Afrique de l'Ouest ?

Emmanuel Macron a annoncé le 10 juin la fin prochaine de l'opération Barkhane au Sahel où les soldats français sont engagés depuis 2013 dans la lutte contre le terrorisme et le jihadisme. " Le calendrier et les modalités de ce changement stratégique seront dévoilés fin juin. Une alliance internationale associant les Etats de la région va également être mise en place ". Cette annonce fait suite à la suspension des opérations conjointes avec l'armée malienne après le deuxième coup d'Etat d'Assimi Goïta. Une mesure conservatoire et temporaire assure Paris, dans l'attente de garanties de la part des colonels putschistes maliens, notamment le retour au pouvoir des civils. Cette annonce questionne la capacité des forces maliennes à sécuriser leur territoire au nom de la souveraineté qui est de plus en plus exprimée par la population. Les appels à manifester à Bamako pour exiger le départ des troupes françaises du Mali relèvent essentiellement du " populisme " pour qui connaît un tant soit peu la condition réelle des FAMA, lesquelles manquent de tout : de leadership ; de ressources humaines (un effectif de 20 000 soldats prévus par la loi de programmation militaire (2019) pour un territoire de 1 240 000 km<sup>2</sup>) ; de formation adéquate ; des matériels nécessaires et adaptés aux théâtres d'opérations ; et même d'eau et de nourriture. Autant de lacunes qui ont un effet négatif sur le moral des troupes déployées sur les théâtres d'opérations, et dont les primes ont longtemps été détournées par leur hiérarchie. La réponse saute aux yeux

## L'expansion djihadiste toujours plus pressante

Les attaques sont le fait de groupes djihadistes - affiliés à Al-Qaïda et à l'organisation l'État islamique -, mais également de plus en plus aussi de locaux : des armées nationales et autres acteurs armés, milices d'autodéfense ou bandes de malfaiteurs. " Davantage de civils ont été tués par des soldats censés les protéger que par des groupes armés non étatiques ", disait en avril une coalition d'ONG sahéliennes et internationales. D'autant plus que l'absence de l'État s'est confirmée dans plusieurs zones d'un seul et même pays. C'était déjà le cas au Mali en 2013, mais le constat est identique au Niger ou au Bur-

kina Faso, où la tentation de rejoindre les groupes djihadistes est grande pour des populations démunies, sans emploi, sans écoles.

D'abord implantés dans le nord du Mali en 2012, puis dans les zones frontalières avec le Burkina Faso et le Niger, les groupes djihadistes ont étendu leur champ d'action depuis : vers le centre et le sud du Mali, sur une majorité du territoire burkinabè... La contagion vers les pays du golfe de Guinée s'est déjà concrétisée à travers des attaques depuis un an dans le nord de la Côte d'Ivoire : la plus meurtrière en juin 2020, quand 14 soldats ont été tués dans l'attaque d'un poste de contrôle, similaire aux actions djihadistes sahéliennes. Les pays côtiers, pour beaucoup présents au sein de la mission de l'ONU au Mali, tentent de prévenir une expansion djihadiste vers les pays de la côte du Togo, au Bénin en passant par le Ghana ou le Sénégal.

La conséquence, Jean-

% des administrateurs civils sont actuellement déployés dans le Nord et le centre du Mali, " le chiffre le plus bas depuis au moins septembre 2015 ", selon l'ONU. " La crise sécuritaire n'est que l'expression d'une crise plus profonde de la gouvernance des États ", argue M. Jézéquel.

Et les armées ? Bien qu'elles n'aient plus subi d'attaque d'envergure chaque jour ou presque, des positions sont attaquées : cette semaine, lundi soir dans le nord-est de la Côte d'Ivoire, un soldat a été tué. Dans la nuit de mercredi à jeudi dans le nord-ouest du Niger, trois policiers et un gendarme ont été tués. Les partenaires, dont Paris, ont longtemps affirmé que ces armées " montent en puissance ", mais les résultats sur le terrain peinent à convaincre.

## Le sursaut des armées africaines est plus lent que prévu

Et les armées ? Bien qu'elles n'aient plus subi d'attaque d'envergure chaque jour ou

ble beaucoup moins importante que celle concernant le comblement du vide qu'un départ prématuré créerait. L'exigence de son départ ne devrait pas précéder les débats sur les différentes possibilités de son remplacement ; et c'est en premier lieu aux Maliens qu'il revient de tenir ces débats.

De ce point de vue, certaines des positions de la France quant à la stratégie à maintenir ont renforcé les réticences et nourri les critiques contre l'opération Barkhane. Paris a très certainement sa propre vision et ses propres calculs, souvent différents de ceux des autorités maliennes. Une de ces questions polémiques concerne l'établissement d'un dialogue avec les groupes djihadistes

voulu par les autorités maliennes, mais rejeté par la France. Cette dernière a toutefois fini par faire évoluer sa position sur la question en ouvrant la voie à des discussions avec des groupes armés - mais uniquement avec

Mali. Mais c'est oublier que sa présence, aussi inefficace qu'elle puisse paraître, permet sans doute d'annihiler dans une certaine mesure la capacité d'expansion des groupes armés terroristes qui écument le nord du Mali.

Les soubresauts politiques au Mali soulèvent d'autant plus la question de la présence française qu'une partie des dirigeants maliens souhaitent entamer un processus de négociation avec certains groupes djihadistes, une démarche à laquelle Paris est opposée.

Après ce double coup de force, la France s'est retrouvée face à un dilemme. " On ne peut pas souffrir l'ambiguïté. On ne peut pas mener des opérations conjointes avec des pouvoirs qui décident de discuter avec des groupes qui, à côté de cela, tirent sur nos enfants. Pas de dialogue et de compromission ", a martelé Emmanuel Macron. Début juin, la France a gelé ses opérations conjointes avec l'armée malienne pour condamner le coup d'État.

Dans un premier temps, le président Macron a apporté son soutien aux pressions internationales exercées par la Cedeao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et l'Union africaine pour pousser les autorités maliennes à organiser une transition vers un pouvoir civil et des élections en 2022, mais ce jeudi, il a déploré une " mauvaise jurisprudence pour les Africains eux-mêmes " de la Cedeao qui a reconnu le colonel Assimi Goïta comme président de la transition au Mali. Qualifiant cette décision d' " erreur " et craignant un " précédent ", il a désigné le colonel Goïta comme " un putschiste militaire ".

Pourtant, depuis des semaines, il a lui-même été critiqué pour avoir soutenu la transition militaire instaurée au Tchad après la mort d'Idriss Déby qui, de l'avis de nombreux analystes, a créé un précédent aux yeux des putschistes maliens. Dans tous les cas, la mission des États ouest-africains dépêchée au Mali après le deuxième coup d'État militaire s'est dite " rassurée " par les engagements pris par le nouveau président, et son Premier ministre, Chogel Kokalla Maïga, un civil.



Hervé Jézéquel, chef de projet Sahel à l'International Crisis Group (ICG), l'observe de près, c'est une " militarisation des sociétés dans l'espace sahélien " qui sera " très dure " à freiner. Au Burkina Faso ont été créés en novembre 2019 les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), supplétifs civils des forces armées et devenus des cibles de choix des djihadistes. Dans le centre du Mali, la milice Dan Nan Ambassagou, bien qu'officiellement dissoute, contrôle un territoire d'où l'État est absent. La majorité des territoires échappe à l'autorité centrale. Seuls 9

presque, des positions sont attaquées : cette semaine, lundi soir dans le nord-est de la Côte d'Ivoire, un soldat a été tué. Dans la nuit de mercredi à jeudi dans le nord-ouest du Niger, trois policiers et un gendarme ont été tués. Les partenaires, dont Paris, ont longtemps affirmé que ces armées " montent en puissance ", mais les résultats sur le terrain peinent à convaincre.

## Les raisons de la persistance des critiques visant Barkhane

La question du maintien ou non de Barkhane nous sem-

des groupes locaux, et non avec ceux à dimension internationale que sont Al-Qaïda et l'État islamique.

En outre, les analyses semblent converger sur la relative inefficacité de l'ensemble des forces armées, nationales et étrangères, dans la sécurisation du Mali et du Sahel ouest-africain en général. Barkhane apparaîtrait de ce point de vue inutile aux yeux de nombreux habitants du

**Pour vos annonces et publicités,  
contactez-nous au 90 11 87 88**

## FORUM RÉGIONAL SUR: "RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE ET AUGMENTATION DE L'AMBITION CLIMATIQUE DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES EN AFRIQUE"

### La déclaration de Lomé pour plus d'Elan

Organisé sous format hybride (en présentiel et en ligne), ce rendez-vous a pour but d'examiner les conditions à remplir pour amplifier l'investissement climat au sein des collectivités territoriales de l'espace UEMOA. Il abordera spécifiquement les problèmes communs aux autorités en charge de la gestion des collectivités territoriales dans le domaine de l'action climatique, et explorera les mécanismes concrets permettant de faciliter l'accès des dites collectivités à la finance climatique, et notamment au Fonds Vert Climat, dans le cadre de la Territorialisation des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) en Afrique.

Le forum servira également de cadre à l'atelier de lancement de la démarche nationale d'accompagnement des villes signataires de la CoM SSA au Togo.

Il enregistrera la participation de l'UEMOA, de la BOAD, de la BICD, du PNUD, de l'Union Européenne et des associations nationales de collectivités territoriales d'Afrique de l'Ouest.

Adoptons la Déclaration qui suit : 1. Nous comprenons

que l'action climatique apporte une perspective nouvelle dans la conception de nos modèles de développement et de réduction de la pauvreté, ce qui implique d'aligner tous les instruments et procédures de planification et de budgétisation à tous les niveaux de gouvernance, et notamment au niveau de nos villes et territoires; 2. Nous nous engageons à intégrer les objectifs environnementaux et climatiques dans les plans de développement des collectivités territoriales et dans les plans de relance économique post COVID afin de rendre nos sociétés et nos économies plus résilientes aux futurs chocs prévisibles; 3. Nous encourageons les collectivités territoriales de l'espace UEMOA à adhérer à la convention des maires pour le climat et l'énergie (CoM SSA) afin qu'elles puissent bénéficier des appuis mis en place dans ce cadre pour l'élaboration des plans climat-énergie de leurs territoires. 4. Nous remercions les partenaires de la CoM SSA pour le soutien qu'ils apportent à l'engagement des villes et territoires dans l'action climatique et les

encourageons à continuer à soutenir nos efforts visant à faire de l'action climatique, l'affaire de tous. 5. Nous instituons une déclinaison sous régionale de l'Alliance africaine des ministres de la ville et du développement urbain lancée aux Rencontres d'Abidjan sur la ville durable en février 2020. Cette l'Alliance des ministres de l'UEMOA travaillera en priorité sous l'égide du CCT de l'UEMOA sur le financement de la transition climat des villes de la sous-région. Elle engagera un dialogue stratégique avec les associations faitières de collectivités locales, les institutions de financement des collectivités locales et les partenaires techniques et financiers sur le renforcement du financement des plans et projets climat des villes. 6. Nous souscrivons à la mise en place d'un programme Readiness régional ciblant les gouvernements locaux et régionaux des pays de l'espace UEMOA en vue de mobiliser la finance climat et de contribuer à la transition vers un développement territorial inclusif durable et résilient. 7. Nous saluons l'engagement de l'UEMOA, de la BICD, et de

la BOAD à soutenir la mise en œuvre du programme Readiness régional destiné à appuyer les collectivités territoriales de l'espace UEMOA pour la définition de portefeuilles de projets éligibles à la finance climatique. À ce propos, nous appelons ces acteurs à travailler pour faire de Lomé le hub de la finance climatique en Afrique de l'Ouest. 8. Nous demandons que dans le cadre du Programme Readiness envisagé il soit mis en place avec l'appui de la Task Force Climat de CGLU Afrique en collaboration avec l'UEMOA un mécanisme de renforcement des capacités et un outil d'assistance technique au bénéfice des associations des collectivités territoriales de l'espace UEMOA, y compris à travers la mise en place des points focaux climat au sein des dites associations, l'élaboration de guides de sensibilisation et de formation, la mise à disposition de consultants pour l'appui technique à la structuration des projets climat-énergie intégrés aux plans de développement territoriaux. 9. Nous invitons les collectivités territoriales de

l'espace UEMOA à adopter une approche multi-acteurs dans la définition et la mise en œuvre de l'action climatique au niveau des territoires, et à travailler avec le secteur privé, le milieu de la recherche et la société civile pour explorer des solutions innovantes et participer à la collecte des données nécessaires pour assurer le monitoring, le reporting et la vérification de la mise en œuvre de l'agenda climatique au sein de nos territoires; 10. Nous félicitons l'UEMOA et CGLU Afrique pour cette heureuse initiative et pour leur leadership, et leur demandons de promouvoir les échanges entre gouvernements locaux et régionaux au niveau sous-régional et continental, y compris à travers un programme de revue et d'apprentissage par les pairs. 11. Nous exprimons notre reconnaissance déférente à l'endroit de Son Excellence Monsieur Faure GNASSINGBE, Président de la République Togolaise pour avoir accepté de placer le Forum sous son Haut Patronage. Nos remerciements vont aussi au gouvernement et à la Fatière des Communes du Togo, et au Peuple togolais pour la qualité de leur accueil et pour la sollicitude constante dont les participants ont bénéficié durant notre séjour.

## COOPÉRATION GERMANO- TOGOLAISE ,DR MULLER À LOMÉ

### Agenda chargé pour le ministre Allemand de la coopération économique et du développement

Le ministre allemand de la Coopération économique et du développement, Dr Gerd Müller est arrivé dimanche 13 juin 2021 à Lomé dans le cadre d'une visite officielle qu'il effectue au Togo et qui prend fin ce jour.

À son arrivée dans la capitale togolaise, Dr Müller s'est entretenu avec le ministre des Affaires étrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, Prof. Robert Dussey, avant de se rendre à l'Institut National d'Hygiène du Togo. Sur place, il a offert au Togo, au nom de l'Allemagne 30 respirateurs et 5 000 oxygènes.

Durant son séjour au Togo, l'ambassadeur Müller a échangé avec le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé sur des questions de partenariat avec le Togo et la situation dans la Région notamment



dans la CEDEAO, le Tchad et le Mali.

Il a signé également la déclaration d'intention conjointe du partenariat pour les réfor-

mes avec le ministre des Affaires étrangères le Prof. Robert Dussey en présence du Chef de l'état S.E. Faure Gnassingbé.

Il a visité la plateforme d'Adeticopé où la société Nouvelle de Boisson, un parfait exemple de réussite de la coopération économique germano-africaine à Lomé. Il y a eu dans la foulée une pose de première pierre avec Madame le Premier Ministre Victoire Tomegah Dogbé pour la construction d'une nouvelle école de formation professionnelle

Le ministre Allemand a visité l'entreprise Do Pharma, spécialisé dans la promotion de la production pharmaceutique en Afrique de l'Ouest.

Il a échangé avec une coopérative agricole fournissant des produits local et pour l'exportation. L'entreprise Tropic Bio a été également visité.

Intervenant lors du don à l'institut d'hygiène, le ministre allemand a indiqué que, ce don traduit une fois encore, l'enga-

gement de son pays à accompagner les efforts du Togo dans la lutte contre la pandémie du Coronavirus. " Vous n'êtes pas seuls dans la lutte contre la Covid-19. Nous sommes prêts à vous soutenir... Nous focalisons actuellement notre soutien sur la lutte contre la Covid-19 grâce au don de respirateurs et l'équipement des laboratoires ", a laissé entendre Dr Müller.

L'Allemagne a apporté au cours de l'année 2021, une aide financière de 293,38 millions au Togo, a-t-il mentionné et de faire savoir que cet accompagnement va se poursuivre et s'intensifier.

Lors de son audience avec le Chef de l'Etat, le lundi 14 juin, un accord bilatéral portant sur la coopération économique dans le domaine de l'agro-industrie, de l'énergie et de la formation ", a été signé.

Pour rappel, l'accompagnement de l'Allemagne au Togo depuis le début de la pandémie de la Covid-19 est évalué à plus de 6 milliards de francs CFA.

Lisez Vision d'Afrique sur [www.afrique-vision.com](http://www.afrique-vision.com)

# Togo/L'industrialisation du pays ; la nouvelle obsession des autorités

**Au Togo, les secteurs industriel et agricole sont dans un tournant décisif. Le défi de création de chaînes de valeurs pour l'industrie est plus que de mise. L'Etat ambitionne de créer les conditions pour une économie compétitive sur le marché international. Dans le cadre d'un partenariat public-privé entre la République togolaise et Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP), la 1ère zone industrielle intégrée du Togo voit le jour.**



ARISE IIP, développeur et opérateur d'écosystèmes industriels de 1er rang en Afrique, a lancé ce dimanche 6 juin en présence du chef de l'Etat Faure Gnassingbé la Plateforme Industrielle d'Adétikopé (PIA). Il s'agit d'un parc industriel intégré multisectoriel, construit à Adétikopé, localité située à une

quinzaine de kilomètre de Lomé.

L'objectif est de soutenir la croissance économique, l'intégration régionale et le commerce. La PIA est axée sur la création de chaînes de valeurs prospères pour l'industrie textile. Le Parc couvre une superficie de 400 hectares et offre

des avantages fiscaux et infrastructures modernes, facilitant la production compétitive de produits locaux, entre autres le coton, la noix de cajou et le soja. La PIA s'ouvrira aux entreprises issues des secteurs, agroalimentaire, pharmaceutique, du recyclage et de l'automobile électrique.



Le premier ministre Victor Tomegah-Dogbé, prenant la parole a indiqué que ce lancement est un tournant décisif au Togo. Elle a relevé que, la structure de l'économie togolaise est essentiellement basée sur le secteur agricole et la production de matières premières. Raison pour laquelle, elle estime que l'heure est aux défis, notamment la transformation, la création de chaîne de valeurs afin d'atteindre des résultats plus probants.

Rappelons que les secteurs ciblés par la PIA sont le coton, l'agro-transformation, le cosmétique, l'automobile, les produits pharmaceutiques, la volaille, l'emballage et recyclage. **LEN**

MINISTRE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES  
-----  
MINISTRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE  
ET DE LA CONSOMMATION LOCALE  
-----  
Commission chargée du Suivi de l'Exécution  
du Contrat Etat Togoais-SICPA S.A



REPUBLIQUE TOGOLAISE  
Travail – Liberté – Patrie  
-----

## Communiqué Conjoint :

Le Ministre de l'Economie et des Finances et le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale rappellent aux opérateurs économiques que les produits énumérés à l'article 2 de l'arrêté interministériel n° 005/MEF/MCIPSPT du 06 février 2017 à savoir : **eaux, bières, jus de fruits, vins, vermouths, boissons alcoolisées ou non et tabacs, ne peuvent être offerts ni affichés à la vente et moins encore être vendus, s'ils ne comportent pas de marque sécurisée obligatoire.**

Il leur est donc demandé de marquer, **sans délai**, tous les produits qui sont dans le champ d'application du **marquage sécurisé obligatoire entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2020**. Les produits non marqués seront considérés comme provenant de l'importation illégale (sans déclaration, contrebande) ou de la contrefaçon.

Pour rappel, les équipements pour les lignes de production automatisée et les vignettes pour les importateurs et les petits fabricants locaux sont disponibles au siège de la Société SICPA sise à la Cité OUA en face de CI-CARE Joignable au numéro 00228 22 53 59 50.

Pour la création de compte **Solution Automatisée de Marquage (SAM)** et le référencement des articles soumis au marquage sécurisé obligatoire, il est demandé aux opérateurs économiques de prendre contact avec le Point Focal SICPA à l'OTR joignable aux numéros ci-après 90 09 98 85/22 53 14 35, email : dkponor@otr.tg.

Les contrôles aux frontières et inspections aux points de ventes intérieurs débutent le **jeudi 1<sup>er</sup> juillet 2021** sur toute l'étendue du territoire national.

Les contrevenants s'exposeront à la rigueur de la loi conformément au Code des Douanes National, au Code Général des Impôts et au Livre de Procédures Fiscales.

## CONGRÈS ORDINAIRE DE LA FÉDÉRATION TOGOLAISE DE FOOTBALL

### L'équipe de Guy Akpovi fait son introspection

La Fédération Togolaise de Football a connu depuis le magistère du colonel Akpovi un cheminement mitigé. De l'avis des amoureux du ballon rond, le football togolais a commencé par prendre de l'envol au regard des derniers de son parcours actuel.

Le Colonel Guy Akpovi pour reconforter l'opinion togolaise à garder espoir a réuni son équipe pour un bilan à mi-parcours depuis leur réélection à la tête de la FTF. C'est au cours du congrès ordinaire de l'instance dirigeante du Football Togolaise ce lundi 14 juin 2021 à Lomé. Les travaux ont été ouverts par Mme Lidi Kédéka Bessi-Kama, Ministre des sports et des loisirs du Togo.

Les acteurs du football réfléchissent sur leur passion commune qu'est le football à travers le congrès ordinaire de la FTF ce lundi 14 juin 2021.

« Au congrès de Kara, le 25 janvier 2020, nous primes un engagement ferme de poser des actes concrets pour le développement du football. Avec la crise sanitaire, il a fallu redéfinir de nouvelles priorités en mettant l'accent sur la santé des différents acteurs et nous adapter au

contexte, celui de la pandémie liée au Coronavirus. Le congrès de ce jour est un créneau indiqué pour un exercice de démocratie où, si la prise de parole est codifiée, son expression est libre » a confié Guy Akpovi, Président de la FTF.

Le congrès ordinaire permettra à la FTF de recadrer son pas par rapport aux objectifs à lui assignés. Il s'agira de revisiter les objectifs engagés au service du développement du sport roi. Une ambition à laquelle adhère Mme Lidi Kédéka Bessi-Kama, Ministre des sports et des loisirs.

« Le gouvernement a inauguré depuis un certain temps, le renouveau du football togolais en sattachant les services d'un nouveau sélectionneur et la nouvelle philosophie du football qui va avec. C'est dire que beaucoup d'efforts ont été consentis afin que le renouveau prôné et proclamé soit une réalité. Pour ce faire, les acteurs du football togolais que vous êtes, vous devriez travailler en synergie, en bonne intelli-

# L'AIPD SE POSE EN REMPART POUR LA PAIX, LA COHÉSION SOCIALE ET INTERRELIGIEUSE Des oints de Dieu comme ambassadeurs pour la paix

Lancée ce 11 Juin 2021 à Lomé par son président national Rev. Adetola Bellow, l'association interreligieuse pour la paix et le développement (AIPD) se pose en rempart

ment au profit des populations. A cet effet, il a tenu à rendre un vibrant hommage à dame Fatoumata Yacoubou (Trésorière générale de l'association) pour son implication et son lea-



pour la paix, la cohésion sociale et interreligieuse en vue de l'épanouissement de tous les citoyens. Une évidence qui selon ses géniteurs épouse le pragmatisme du Chef de l'Etat togolais Faure Essozimna Gnassingbé en ce sens.

Selon le secrétaire général de la fédération pour la paix universelle (FPU Togo), M. Amo-Teyehewa Esshanam Augustin, il s'agit de placer la paix au centre des préoccupations humaines et d'amener les femmes et les hommes de toutes les religions à admettre que rien de tangible ne peut se faire sur terre sans la paix et que même si on n'est pas de la même religion, on peut tout de même faire de la cohésion sociale un socle de développe-

ment au profit des populations. A cet effet, il a tenu à rendre un vibrant hommage à dame Fatoumata Yacoubou (Trésorière générale de l'association) pour son implication et son lea-

ment au profit des populations. A cet effet, il a tenu à rendre un vibrant hommage à dame Fatoumata Yacoubou (Trésorière générale de l'association) pour son implication et son leadership au sein de sa communauté en faveur du vivre ensemble. Après le discours d'ouverture du président des ambassadeurs pour la paix au Togo, Rév. Amos Atiogbé Afanou et une intermède musicale suivie d'une présentation vidéo sur les activités de l'AIPD, la Cérémonie a atteint son temps fort avec l'investiture des exécutifs nationaux, à la lecture et signature de la résolution de l'AIPD pour finir par la remise des certificats d'Ambassadeur de Paix aux nouveaux récipiendaires, notamment le Prophète da Silveira Adje Isaac du Temple sauons l'humanité pour Jésus, M. Logossou Kokou, administrateur de développe-



Photo de famille

ment au ministère de l'économie et des finances, l'Imam Amidou Mousahoudou, Islamologue et enseignant à

l'école islamique internationale de Lomé et plusieurs autres hommes et femme engagés pour la paix univer-

selle.

## Le rev. Isaac da Silveira recevant son certificat

Dans son mot à la presse, le Prophète Isaac da Silveira à remercier le Président de la république Faure Gnassingbé pour ses efforts en faveur de la paix au Togo. Il n'a pas manqué de même de saluer les premiers responsables de la fédération pour la réussite de l'évènement. J'ai accepté d'entrer dans l'AIPD parce que tout homme de Dieu à l'obligation de servir son prochain et d'œuvrer pour la paix dans son pays. « Je veux dire aussi ici que toutes les religions doivent prendre à bras le corps la question de la paix et l'instaurer dans leurs préoccupations quotidiennes » a-t-il ajouté.

Citant la sourate 49 verset 13 du coran l'Imam Amidou Mousahoudou a laissé entendre que c'est Dieu lui-même qui a unit l'homme et la femme, ceci pour avoir une vie pieuse. C'est pourquoi il a dit [Dieu], seul le plus méritant d'entre vous est le pieux. C'est dire que sans la paix on ne peut rien faire. La Paix est le soubassement de tout. Toutefois, l'homme de Dieu reconnaît que pour réussir l'œuvre de paix, il faut disposer des outils nécessaires dont l'amour du prochain la tolérance, la patience, etc.

Innov / VDA

## CONGRÈS ORDINAIRE DE LA FÉDÉRATION TOGOLAISE DE FOOTBALL

# L'équipe de Guy Akpovi fait son introspection



Suite de la page 5

gence et surtout dans un climat d'unité, de cohésion et de fair-play, valeurs cardinales pour la reconstruction de notre football en général et de l'équipe nationale masculine de football » a-t-elle conseillé.

Le Togo travaille sans relâche pour la relance du football togolais et pour son

rayonnement sur le plan international. Le gouvernement vient de doter l'équipe nationale d'un sélectionneur, Mr Paolo DUARTE, bien connu dans le monde du football. Sa mission, qualifier le Togo pour Qatar 2022. Les éliminatoires commencent dès septembre prochain. Les échanges au congrès de lundi apporteront des remèdes pour un meilleur devenir du football togolais.



#CQFS

Les entreprises fiscalement à jours sont moins taxées à la douane lors des importations.

Office Togolais des Recettes - OTR
Canal OTR
+228 90 99 41 01
8280

## RETOUR ANNONCÉ DE LAURENT GBAGBO EN CÔTE D'IVOIRE

# Des surprises en vue

Il y a dix ans, le président ivoirien était arrêté dans le bunker de la résidence présidentielle ivoirienne après une grave crise post-électorale. Transféré à la CPI, jugé puis acquitté en mars dernier, il devrait fouler à nouveau le sol de son pays, pour le plus grand bonheur de ses partisans.

« Nous ne sommes pas en opposition avec le gouvernement sur le retour de Laurent Gbagbo » avait déclaré Koné Katinan, porte-parole de l'ex-président devant la presse, le mercredi 09 juin à Abidjan. Visiblement les éléments de langage annoncés par le respon-

sable en charge de la communication au sein du comité d'accueil semble se concrétiser. Il a annoncé qu'il ne voulait pas d'un retour discret, mais d'un retour visible.

Son avion, un vol commercial, devrait se poser en milieu d'après-midi, puis il enchaîne sur le format de retour et souhaiter un accueil visible. « Ce que nous voulons, c'est que la Côte d'Ivoire soit en fête partout. Tout le monde n'est pas obligé de converger vers l'aéroport, mais quelques gens manifestent leur joie là où ils sont », expliquait Koné Katinan. A ce jour, nous n'avons aucune restriction de

la part du gouvernement, informe-t-il, précisant que le pouvoir reste un partenaire dans ces préparatifs. « Nous ne sommes pas en opposition ». L'ancien président rentre pour la paix et la réconciliation.

Les deux parties ont mis de l'eau dans leur vin. On l'a vu coté FPI. Le gouvernement a ; lui aussi, abandonné l'idée d'un accueil discret.

Hier dans une Flash, Alassane Ouattara a décidé de mettre à disposition le Pavillon présidentiel pour accueillir Laurent Gbagbo le 17 juin prochain a annoncé Assoa Adou

Visiblement le Président



Alassane Ouattara veut affecter la popularité de Laurent Gbagbo de la plus belle des manières. Le retour de Gbagbo promet une scène inespérée contrairement à ceux qui nourrissent l'ambition d'un retour à l'interrogation. La problématique

de la résurrection de sa condamnation due à l'affaire de la BCEAO semble être définitivement écarté.

De toute évidence le retour de Laurent Gbagbo promet une affiche des plus improbables.

Adam

### COMMUNIQUÉ DU GOUVERNEMENT

- Vendredi 11 juin 2021 -



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Depuis le vendredi 11 juin 2021, sur toute l'étendue du territoire togolais, les prix des produits pétroliers ont été réévalués. Cette réévaluation est liée à l'évolution du cours du dollar et du baril du pétrole.

En effet, le cours du baril du pétrole est passé de 18 USD à 73,03 USD au 9 juin 2021, soit une augmentation de plus de 277%. Malgré cette augmentation, le Gouvernement Togolais a continué à soutenir les prix à la pompe.

Au 31 mai 2021, ce soutien massif aux consommateurs s'est élevé à **13 067 989 172 FCFA**. Sans cette subvention, les prix réels à appliquer seraient de :

- Super sans plomb : 595 FCFA/l ;
- Gasoil : 568 FCFA/l ;
- Pétrole lampant : 417 FCFA/l.

A titre de comparaison au plan sous-régional, tous les pays voisins ont déjà répercuté la hausse. Les prix pratiqués dans ces pays se présentent ainsi qu'il suit :

- Bénin : Super sans plomb : 505 FCFA ; Gasoil : 520 FCFA ; Pétrole lampant : 510 FCFA
- Ghana : Super sans plomb : 595 FCFA ; Gasoil : 605 / 610 FCFA ;

Les nouveaux prix à pratiquer à compter de ce jour sur toute l'étendue du territoire togolais s'élèvent pour le **Super sans plomb à 505 FCFA ; le Gasoil : 520 FCFA et le Pétrole lampant : 400 FCFA**. Du reste et malgré la situation, le prix du pétrole lampant ne va augmenter que faiblement (environ 6,6%). Le gaz n'augmente pas du tout et reste subventionné.

Ces prix subventionnés dégagent un manque à gagner pour l'Etat évalué à **5 380 978 537 FCFA** pour la période de **janvier à mai 2021**.

Les prix du baril de pétrole continueront à être surveillés afin d'anticiper au maximum sur les mesures techniques d'ajustement.

Fait à Lomé, le 11 Juin 2021

LE GOUVERNEMENT

communication@primature.gouv.tg

## Pour la couverture sanitaire universelle, le Togo prévoit au-delà du nécessaire

« Existe-t-il pour l'Homme un bien plus précieux que la santé » ? La réponse à cette interrogation de Socrate est non, sans aucun doute. La santé n'a pas de prix, en l'occurrence pour le Togo, pays passionné pour les Objectifs de développement durable (ODD). Ces dernières années et particulièrement à partir de 2005, les gouvernants ont accéléré le rythme des initiatives pour permettre aux citoyens de tout âge de vivre en bonne santé. Graduellement, le pays quitte l'étape de la précarité des services de santé ou infrastructures sanitaires et se rapproche de la couverture sanitaire universelle, objectif en première page de la politique nationale de développement.

En mi-mars 2021, le programme de couverture sanitaire universelle du Togo a incité la Banque mondiale à accorder 40 milliards de francs CFA au pays. Comme escompté dans la feuille de route gouvernementale, l'objectif est de garantir aux enfants, jeunes, adultes et personnes âgées, l'accès aux services de santé de qualité. La couverture universelle renforcera le capital humain ; généralisera l'assurance maladie pour les personnes vulnérables, les femmes enceintes, les handicapés, etc. grâce à la construction et l'équipement des centres de santé, l'accroissement du nombre d'agents de santé...

Avancées sanitaires  
Aujourd'hui, on ne peut pas parler de la santé sans évoquer la crise sanitaire qui

dure depuis plus de 12 mois maintenant. Au Togo, le premier cas de covid-19 a été annoncé le 06 mars 2020. Avec promptitude, le pays a resserré les boulons : réhabilitation des infrastructures sanitaires ; construction, modernisation et équipement des centres de santé. En mi-décembre 2020, la somme dépensée pour lutter contre la pandémie était de 107,5 milliards de francs CFA avec 22,8 milliards consacrés aux mesures de riposte sanitaire.

### Des soins de santé gratuits pour les femmes enceintes

07 milliards de francs CFA sont mis de côté par les pouvoirs publics pour couvrir les frais de santé des femmes enceintes durant l'année en cours ; la chose dont il s'agit mérite cette dépense. Ce programme de gratuité des soins touche la planification familiale, la consultation prénatale, l'accouchement et la césarienne. Près de 400 futures mamans ont été enrôlées en janvier 2021 dans la préfecture de la Kozah. Ces Togoïses sont soignées aux frais de l'Etat.

Par ailleurs, le projet «Santé maternelle et néonatale Muskoka», mis en œuvre depuis 2011, a réduit la mortalité néonatale de 37% et la mortalité des enfants (de moins de 05) de 52%, entre 1990 et 2018. Sur la même période, le taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié a augmenté de 11%.

Guidi Ama



Ensemble, contribuons au maintien de la qualité du réseau routier, en payant nos droits d'usage aux postes de péage



**SAFER**

Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier



Le gouvernement togolais à travers la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER) met progressivement en place une plateforme automatisée de gestion des voies de péage 24H/24 et 7J/7, pour favoriser un franchissement plus fluide et un fonctionnement plus efficace des postes de péage de notre pays.

## La SAFER automatise ses postes de péage

@jewayi



### SERVICES OFFERTS

L'automatisation offre aux usagers trois (03) possibilités de paiement au franchissement des postes de péage

**Le paiement par cartes**

**Le paiement par vignettes**

**Le paiement par téléphones mobiles**

Le paiement par cartes, par vignettes ou par téléphone est réservé aux usagers abonnés. Un mécanisme de recharge via les téléphones mobiles sera disponible sous peu pour permettre aux abonnés de faire leur recharge.

Dans cette phase, les abonnements se feront à la direction de la SAFER, sise à Cacaveli sur la Route Nationale N°1 et sur les trois postes de péage automatisés.

Route nationale n°1  
(Agoè Cacaveli)  
Lomé-Togo 08BP:8646  
Tél: +228 22 51 88 55 / 56

LUTTE CONTRE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS  
RESPECTEZ LES MESURES BARRIÈRES



**Siège social :**  
2ème von derrière  
EPP Kelégougan  
**Récépissé:**  
N° 0508/02/02/15 HAAC  
BP : 8C349 Lomé-Togo  
**Tel:** 9C 11 87 88

**Directeur Général;**  
**chargé de la publication**  
Adam ADJRONOU  
**Tel :** 90 11 87 88

**Email:**  
[adamadjronou@gmail.com](mailto:adamadjronou@gmail.com)  
**Site:** [www.afrique-vision.com](http://www.afrique-vision.com)

**Rédaction**  
Ali Baba  
Adam ADJRONOU  
Norbert DANSOU  
Guidi AMA.

**Infographie:**  
Benjamin K. Tchabi  
**Imprimerie**  
Direct print  
**Tirage:**  
2500 exemplaires